

LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

Bulletin mensuel du groupe de travail Chine - Ligue française des droits de l'homme

N°38 - mars 2009

SOMMAIRE

Liberté d'information et d'expression. *page 2*

Démocratie et libertés. *page 2&3*

Appareil judiciaire. La profession d'avocat. *pages 3&4*

Conflits du travail. Condition ouvrière. *pages 4&5*

Protestations. Mouvements de masse. *page 5*

Conflits fonciers. *page 6*

Minorités ethniques. *pages 6*

Xinjiang

Questions Tibétaine

Hongkong, Macao *page 7*

Informations diverses. *page 7*

Bibliographie. *page 7*

Sources d'information. *page 7*

(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 10 yuan).

Nous contacter :

communication@ldh-france.org en mentionnant en objet «Groupe Chine».

Harmonie et répression sur Internet ; crabe de rivière, trois montres et grivoiseries.

Les cybernautes chinois sont de plus en plus nombreux (officiellement quelques trois cents millions en 2008) et même le premier ministre a ouvert un blog pour répondre, dit-il, aux questions des citoyens et pour ainsi élargir la démocratie. « Le gouvernement ne craint pas Internet. C'est tout le contraire ». Il a en partie raison : Internet craint en effet le gouvernement et les quarante mille agents qui s'efforcent de le contrôler.

Trois mille sites d'information rendus inaccessibles en 2008, fermeture pour quatre jours du site vidéo YouTube qui avait donné des séquences sur la répression au Tibet, épuration des sites relayant des critiques du pouvoir, blocage de tout texte reprenant des termes interdits, enregistrement des clients avant d'éditer les blogs et, bien entendu, mise à l'ombre des cyberdissidents les plus actifs (quarante-neuf à ce jour selon Reporters sans frontières, dont Liu Xiaobo, à l'origine de la Charte 2008. Cf. bulletins précédents).

A ces actes répressifs s'ajoute la censure du moteur de recherche Goggle depuis 2004 et la mise au pas de Yahoo, contraint en 2008 de livrer les portraits de manifestants tibétains. Quant à Skype, il autorise les fonctionnaires à intercepter les communications.

Les militants s'efforcent d'être plus malins et plus rapides que le pouvoir. Ils savent jouer sur les mots et les doubles sens permis par la diversité des tons. Le parti veut promouvoir une société « d'harmonie ». Pour les cybernautes, censurer un texte c'est l'**harmoniser** (hexie) ; d'où l'image du **crabe de rivière** (même prononciation de hexie) qui apparaît dans les blogs, affublé parfois de trois **montres** (daibiao), jeu de mots persiflant les trois représentations (**daibiao**) de la société dans le P.C.C.. Sans parler du charmant « cheval de l'herbe boueuse » mi chèvre, mi lama, dont le terme caonima renvoie mot pour mot au « nique ta mère » bien connu ; il galope et chante sur les écrans et irrite les autorités au point qu'elles ont interdit récemment « de promouvoir tout contenu faisant référence au **caonima** et d'en interpréter le contenu ».

Le petit espace de liberté conquis sur Internet par la multiplication des images et le renouvellement des textes est un caillou dans la chaussure du parti. Il lui faut s'en débarrasser puisqu'il n'accepte aucune autorité que la sienne, aucun pouvoir qui arrêterait le sien, ce qui pourtant, depuis Montesquieu et son Esprit des lois, est la condition même de la démocratie.

Ce bulletin ne doit pas être reproduit à l'extérieur de la Ligue des Droits de l'Homme.

Liberté d'information et d'expression.

31 mars

Fouille de domicile et confiscation d'ordinateurs, de carte bancaire, de documents enregistrés et de manuscrits chez Jiang Qisheng, un ancien prisonnier de 1989, écrivain et vice-président du Pen Club indépendant de Chine. La police lui a intimé l'ordre de s'abstenir de toute activité à l'approche du vingtième anniversaire du massacre de Tiananmen. (C.R.D., 31 mars)

23 mars

Les autorités chinoises ont bloqué le site vidéo Youtube (de Google). Il avait diffusé des vidéos montrant un policier battant à mort un manifestant tibétain lors de l'émeute de mars 2008 et montrant des violences exercées par des soldats dans des monastères (coups de pieds sur des hommes et femmes à terre, mains liées derrière le dos. Selon l'administration tibétaine, le reportage serait une fabrication mêlant plusieurs localités ; le mort de la vidéo serait décédé dans son lit. Le site a été rouvert le 27 mars (A.F.P., R.S.F., 25 mars ; Xinhua)

21 mars

L'un des principaux animateurs du mouvement de 1989, Wang Dan, a réussi à ouvrir un site de blog en Chine même (sur Sina.com) le 12 septembre dernier, sous le nom de Xingzi. Le blog est resté accessible six mois. Il en a ouvert un autre à la fermeture, qui reste joignable. Soixante mille cybernauts auraient visité le premier site. Wang Dan s'y exprimait sur un ton modéré, avec peu de référence au massacre de Tiananmen, de façon à ne pas éveiller trop vite l'attention des censeurs. Le site d'un autre dissident connu, Wu'er Kaixi, ouvert sous son nom à titre expérimental le 11 février, n'a duré qu'un jour. Wang Dan a passé cinq ans en prison avant d'être libéré pour raisons médicales en 1998 ; il vit à Londres. (South China Morning Post, 21 mars)

17 mars

Un an et neuf mois de rééducation par le travail pour la pétitionnaire du Shandong Zhang Jinfeng. Elle avait été arrêtée le 5 mars alors qu'elle prenait des photos de pétitionnaires rassemblés sur une place de Jinan (Shandong). La police a confisqué son ordinateur, son téléphone portable et divers documents. Faute de mariage officiel, son compagnon n'est pas autorisé à lui rendre visite. (Human Rights in China, 31 mars)

Démocratie et libertés.

28 mars

Arrestation à Chengdu (Sichuan) de l'écrivain et militant de l'environnement Tan Zuoren, pour « incitation à la subversion du pouvoir d'État ». Il conduisait une enquête sur les causes de l'effondrement des écoles lors du tremblement de terre de l'année dernière. La police a fouillé son domicile et emporté des disques et documents. Huang Qi, créateur du site www.64tianwang.com, critique de la façon dont les autorités ont géré la catastrophe est détenu depuis le 10 juin 2008. (C.R.D., 1er avril)

27 mars

Premières informations sur le cas de Chen Jinxia, détenue depuis le 24 avril 2007 sans contact avec son enfant, envoyée dans un camp de rééducation par le travail et à présent en prison non officielle. Cette pétitionnaire du Heilongjiang (ville de Yichun, district de Dailing) a pris le relais de son époux dont l'état mental a souffert des nombreuses détentions liées à ses pétitions. Elle a subi des coups à plusieurs reprises. Les autorités du Heilongjiang se montrent particulièrement brutales dans leur traitement des quatorze pétitionnaires et militants des droits civiques incarcérés. (Human Rights Defenders, 27 mars)

12 mars

Libération de Yang Zili, fondateur du site internet www.lib.126.com, arrêté en 2001 et condamné à huit ans de prison en 2003 pour tentative de subversion de l'État. Zhang Honghai, membre du groupe de discussion auquel il appartenait, a recouvré la liberté en même temps mais deux autres membres condamnés pour dix ans, Jin Haike et Xu Wei, sont toujours détenus.

L'ouverture de la session de l'Assemblée nationale est chaque année l'occasion pour les protestataires de se rendre dans la capitale afin de s'y faire entendre. La police essayant d'empêcher le contact avec les officiels, il s'ensuit des incidents comme ceux que relate cette rubrique.

6 mars

Des pétitionnaires des trois provinces du Nord-Est ont attaqué huit ou neuf cars de la police venue les observer, après que celle-ci a blessé deux d'entre eux. L'incident est survenu près de la gare du Sud de la capitale. (Minsheng GuanCha, 6 mars)

... suite en page 3

6 mars

Neuf pétitionnaires originaires de Liuzhou (Guangxi) ont demandé une protection internationale au bureau de Beijing du Haut comité des Nations unies pour les réfugiés. La police les a arrêtés (*Boxun, 7 mars*)

5 mars

Un millier de pétitionnaires ont crevé les pneus et cassé une voiture de la police du Jiangsu venue les observer près de la gare du Sud de la capitale. Une des pétitionnaires avait été frappée par les policiers. (*R.F.A., 5 mars*)

3 mars

Des pétitionnaires du Shandong venus à Beijing pour présenter leurs revendications s'en sont pris à des policiers dépêchés par leur province pour rendre compte de leurs actes, après qu'un des policiers eut frappé l'un d'entre eux. L'incident est survenu près de la gare du Sud. Les pétitionnaires ont démolé un véhicule et blessé un policier. (*R.F.A., 4 mars*)

1 mars

Selon un groupe de pétitionnaires venus de Changchun (Jilin), le bureau pékinois de cette ville a installé dans la capitale un lieu secret de détention pour y mettre les pétitionnaires originaires de cette agglomération. Les détenus affirment y avoir été battus. (*Minsheng Guancha, 1 mars*)

28 fév.
1 mars

Arrestation à Chengdu (Sichuan) des militants Huang Xiaomin, Xin Qingxian, Lu Daqun et Yan Wenhan pour « trouble à l'ordre social ». Huang, Lu et Yan appartenait au Centre des droits humains Tianwang ; Xin, à un groupe des droits de l'homme de Chengdu. Ils étaient intervenus dans des affaires de destruction d'habitat et dans la contestation de décisions d'un tribunal. (*C.R.D., 24 mars*)

27 fév.

Cent vingt-sept familles de victimes des incidents sanglants du 4 juin 1989, dont Ding Zilin, Zhang Xianling et des blessés lors des affrontements comme Qi Zhiyong et Fang Zheng, ont écrit une lettre ouverte aux élus de l'Assemblée nationale et de l'assemblée consultative, leur demandant de faire preuve de courage et d'instruire le dossier de la répression. Le nombre des tués identifiés par ces familles s'élève à 194 ; selon elles, aucun ne s'était livré au moindre acte de violence. Les signataires requièrent la lumière sur les événements, le versement d'indemnités et la poursuite des responsables.

Ils demandent la levée de la surveillance exercée à leur encontre, le droit pour les familles de célébrer les funérailles, la levée des blocages sur les dons extérieurs, une aide à la solution des problèmes d'emploi et d'assurances sociales et la fin des discriminations dont souffrent les blessés et les infirmes. Au fil des années, le nombre des parents de victimes diminue. (*Centre d'information pour les Droits de l'homme et la Démocratie, 27 février*)

15 fév.

Arrestation et disparition du militant de Shanghai Feng Zenghu, alors qu'il accompagnait chez son avocat une victime d'expulsion immobilière. Sa famille ignore où il se trouve et quelles accusations pèsent sur lui. (*Amnesty International, 23 mars*)

L'appareil judiciaire. Les avocats.

24 mars

Selon le rapport Condamnations à mort et exécutions recensées en 2008, la Chine a procédé au moins à 1.718 exécutions l'année dernière. « Tout porte à croire que ce chiffre est bien en deçà de la réalité, les statistiques sur les condamnations à mort et les exécutions étant classées secrets d'État. » (*Amnesty International, 24 mars*)

18 mars

Des scandales répétés au sujet de tortures exercées sur des détenus par la police avant tout jugement ont conduit des experts et un ancien ministre de la Justice à demander un réexamen des conditions de détention. Le 8 mars un jeune homme de 19 ans est mort en prison, une semaine après son arrestation. L'autopsie a montré qu'il avait été frappé à plusieurs reprises. Un de ses camarades a fait état de sévices et de tortures. Mais personne n'a mené d'enquête auprès de la police. Des documents officiels ont rapporté plusieurs cas d'aveux extorqués par la force ou de preuves obtenues par des châtiments corporels. (*Xinhua, 18 mars*)

17 mars

Le bureau de la Justice du district de Haidian a décidé la fermeture pour six mois du cabinet d'avocat Yitong. Motif officiel : le cabinet a employé l'avocat Li Subin pendant six mois comme assistant salarié – et non comme avocat – alors que l'administration venait de lui retirer l'autorisation d'exercer. Le cabinet contestait le mode de désignation du bureau de l'association officielle des avocats. (*Human Rights in China, 18 mars*)

11 mars

Geng He, épouse de l'avocat candidat au prix Nobel Gao Zhisheng, est arrivée aux États-Unis en provenance de la Thaïlande, accompagnée de ses deux enfants. Elle a expliqué que la raison de sa fuite était le refus chinois de laisser sa fille fréquenter une école. Les États-unis lui ont accordé le statut de réfugié politique.

Gao Zhisheng a disparu depuis son arrestation le 4 février dans le village de Xiaoshibanqiao, ville de Shenquan (Shaanxi). Gao a été assigné à résidence, condamné, incarcéré, frappé, torturé, à maintes reprises. Il s'est attaché à défendre les individus en position vulnérable (Chrétiens, membre du Falungong, ouvriers mineurs). Le American Board of Trial Advocates lui avait décerné en juin 2007 son Prix du Courage. (*Human Rights in China, 11 mars ; South China Morning Post*)

10 mars

L'avocat aveugle Chen Guangcheng a rencontré son frère. Selon ce dernier, il souffre d'une dysenterie depuis huit mois compliquée de saignements abondants. Il ne reçoit aucun soin malgré les appels de sa famille. Son avocat, Li Fangping, a confirmé les faits. Son épouse, Yuan Weijing, n'a plus droit à une visite mensuelle ; elle est assignée à résidence sans contact avec l'extérieur.

Pour avoir dénoncé les avortements et stérilisations forcés de la municipalité de Linyi au Shandong, il fut arrêté le 11 mars 2006 puis condamné en août à quatre ans et trois de prison pour « dommage intentionnel à la propriété publique » (une vite brisée lors d'une rixe) et « perturbation de la circulation par des rassemblements populaires ». Libération prévue pour septembre 2010. (*Aujourd'hui la Chine, 1er avril*)

10 mars

La Cour suprême annonce le lancement d'une campagne d'éducation éthique pour éradiquer la corruption dans l'appareil judiciaire. Selon son président, le juge Wang Shengjun, cette corruption a « gravement porté atteinte à la crédibilité du système judiciaire avec de très mauvaises conséquences sur le plan social ». En 2008, 712 membres de l'appareil judiciaire ont fait l'objet d'enquêtes et ont été punis ; dans cent cinq cas, il s'agissait d'affaires criminelles. (*Xinhua, 10 mars*)

5 mars

Arrestation de l'avocat des consommateurs Chen Shuwei, de Shenzhen (Guangdong). Il avait dénoncé les pratiques de l'industrie des télécommunications et incité les victimes à porter plainte. (*C.R.D. 5 mars*)

Près d'un millier d'ouvriers sidérurgistes ont bloqué une des principales artères de Linzhou (Henan), mécontents du plan de restructuration proposé par leur entreprise (Linzhou Iron and Steel C°). Leurs revendications concernent le paiement des arriérés de salaires, l'assurance maladie et les retraites ainsi que l'indemnisation des salariés licenciés. (*Xinhua, 22 mars*)

Conflits du travail. Condition ouvrière.

21 mars

Treize mineurs sont restés bloqués dans une galerie inondée dans la ville de Sajaotang, près de Changning (Hunan). La direction n'a pas rapporté tout de suite la catastrophe. Le propriétaire de la mine et son gérant ont fui. (*Xin-hua, 22 mars*)

20 mars

L'explosion de détonateurs acquis en violation de la loi a fait quatre morts dans la société minière Dongfang Zhenxing, dans la ville de Nanlou (district de Yuxian – Shanxi). Les engins étaient entreposés dans l'immeuble administratif de l'entreprise. (*Xinhua, 22 mars*)

20 mars

L'inondation d'une mine de charbon a fait six morts et quatre disparus dans la mine Lianfa du district Qinlong dans la préfecture autonome Miao et Buyi de Qianxinan (Guizhou) (*Xinhua, 20 mars*)

16 mars

Après un emprisonnement de sept ans pour « subversion du pouvoir d'État », le militant ouvrier Yao Fuxin (de Liaoyang, au Liaoning) a retrouvé la liberté. Son arrestation en mars 2002 pour « subversion du pouvoir d'État » faisait suite à son implication dans une manifestation ouvrière demandant le paiement d'arriérés de salaires et de retraites. (*Human Rights in China, 16 mars*)

11 mars

Selon les statistiques officielles, il y a eu en 2008 91.172 décès dans les mines, en diminution de 15,1% sur l'année précédente. C'était la première fois depuis 1995 que le nombre des décès se situait en dessous de 100.000. (*Xinhua, 11 mars*)

8 mars

Des bagarres entre deux cents ouvriers d'un champ pétrolifère du district de Jingbian, près de Yulin (Shaanxi) et quelque cinquante policiers ont fait vingt-six blessés parmi ces derniers et une vingtaine parmi les ouvriers ; les émeutiers ont détruit trois véhicules de police. Les bagarres faisaient suite à l'interpellation de trois ouvriers lors d'une rixe. (*Centre d'information sur les Droits de l'homme et la démocratie, 14 mars*)

3 mars

Selon un rapport de la Cour suprême, les litiges du travail ont augmenté de 95% en 2008. Ils ont doublé ou triplé dans certaines villes de la côte orientale et méridionale. Les raisons de cet accroissement seraient la crise économique et l'entrée en vigueur au premier janvier 2008 de la nouvelle loi sur les contrats de travail. Une fraction du patronat chinois trouve en effet que les dispositions protectrices nouvelles – concernant l'octroi de contrats à durée indéterminée ou les retraites et les assurances sociales – diminuent la vitalité des entreprises et la fluidité du marché du travail ; d'où leur non-respect des obligations légales. (*Xinhua, 3 mars*)

27 fév

L'explosion survenue dans la mine Tunlan, à Gujiao (Shanxi) – et mentionnée dans le bulletin de février - a fait au total 78 morts. (*Xinhua, 27 février*)

Protestations. Mouvements de masse.

23 mars

Des centaines de villageois de Gancheng (Hainan) ont protesté devant les bâtiments municipaux de Dongfang à la suite d'une rixe entre écoliers de Gancheng et de Baoshan, deux agglomérations hostiles depuis quatre-vingts ans en raison d'un litige foncier. Ils reprochaient aux autorités de ne pas être intervenues. Les villageois ont mis le feu au bureau de police et mis à mal les locaux administratifs. Le lendemain, un hôtel de Baoshan a été détruit par un incendie volontaire. Les bagarres ont repris entre villageois le 25 mars et ont fait un mort. Un millier de policiers sont arrivés le 26 mars pour s'emparer du pont qui relie les deux villages et ainsi prévenir la poursuite des bagarres.

Les tenanciers de casinos illégaux pourraient avoir attisé les tensions pour servir leurs intérêts, si l'on en croit les autorités locales. Il y aurait parfois plusieurs établissements de jeux dans un seul village. Ce développement s'explique par les restrictions imposées aux responsables et hommes d'affaires chinois désireux d'aller jouer à Macao. (*South China Morning Post, 30 mars ; Xinhua, 24 mars*)

4 mars

Mille résidents de la zone résidentielle Xinkang, banlieue de Beijing, ont bloqué les rues pour protester contre l'installation d'une ligne de haute tension. Ils en redoutent des effets magnétiques nocifs. Des policiers habitant la zone ont pris part à la manifestation. (*Centre d'information sur les Droits de l'homme et la démocratie, 7 mars*)

Conflits fonciers.

11 mars

Un millier de villageois du district de Dinghu, ville de Zhaoqing (Guangdong) ont envahi les bâtiments du parti et affronté plusieurs centaines de policiers. Ils avaient protesté peu auparavant contre les indemnités accordées pour leur relogement en raison de la construction de la voie ferrée Guyang-Guanghou mais la police était survenue pour les disperser. Les bagarres ont fait trente blessés dans leurs rangs et ont débouché sur une centaine d'arrestations. (*Centre d'information sur les Droits de l'homme et la démocratie, 12 mars*)

4 mars

Quelque deux mille travailleurs migrants de Jiangnan, du district de Changchou situé près de Chongqing (Sichuan), ont manifesté pour protester contre des détournements sur les fonds destinés à assister les personnes déplacées en raison du chantier des Trois Gorges. Ils auraient bloqué les routes, affronté un millier de policiers et retourné leurs véhicules. Les bagarres auraient fait une trentaine de blessés.

Xinhua donne une version différente : cinq cents paysans réclamaient les compensations qui leur avaient été promises en matière de sécurité sociale, en contrepartie de la sous-évaluation de leurs terres à l'occasion d'une construction d'un ensemble de logements ; et il n'y aurait eu aucun trouble. (*Centre d'information sur les Droits de l'homme et la démocratie, Xinhua, 4 mars*)

Minorités ethniques.

XINJIANG

25 fév.

Trois ouzbeks d'Urumqi se sont immolés par le feu dans le centre de Beijing après le rejet de leur demande de compensation suite à la démolition de leur habitat. (*Xinhua, 6 mars*)

QUESTION TIBETAINE

17 mars

Arrestation de l'écrivain Kunga Tseyang et nouvelle arrestation du moine Jigmey Gyatso. La détention de l'écrivain est liée à des articles publiés récemment où il soulevait diverses questions relatives au « séparatisme » tibétain et à l'attitude des autorités à l'égard du dalaï lama. Les raisons officielles de son arrestation n'ont pas été données. (*Reporters sans frontières, 23 mars*)

21 mars

Plusieurs centaines de manifestants dont une centaine de moines auraient attaqué un bureau de police de l'agglomération de La'gyab, dans la préfecture autonome de Golog (Qinghai). La police aurait arrêté six d'entre eux, cependant que quatre-vingt-neuf se seraient rendus spontanément. La manifestation faisait suite à l'arrestation le 9 mars d'un partisan de l'indépendance du Tibet, Tashi Sangpo, moine du monastère Ragya, qui aurait depuis disparu. (*Xinhua, 22 mars*)

16 mars

Une bombe a frappé les bâtiments administratifs de Bogexi, district de Batang, dans la préfecture tibétaine autonome de Garze (Sichuan). (*Xinhua, 16 mars*)

10 mars

La presse étrangère ne peut travailler au Tibet. Dans les dernières semaines, treize correspondants internationaux ont été interpellés ou expulsés des régions tibétaines de l'ouest (Sichuan, Gansu, Qinghai), en dépit des règles annoncées à l'approche des Jeux olympiques. Aucun journaliste étranger n'a pu se rendre dans la Région autonome. (*Reporters sans frontières, 10 mars*)

6 mars

Le déploiement des forces de police, des militaires et des gardes-frontières est tout simplement insuffisant au Tibet, a déclaré le président de la Région autonome devant des députés tibétains de l'Assemblée nationale. (*Xinhua, 6 mars*)

Hongkong - Macao

18 fév.

Refus d'entrée à Macao pour cinq militants de Hongkong dont deux membres du Conseil législatif qui furent renvoyés dès leur arrivée. Les autorités n'ont pas donné les motifs de leur décision. Les cinq personnes faisaient partie d'un groupe de trente législateurs et militants venus discuter des perspectives de Macao avec leurs collègues locaux. (*RTHK, 15 mars*)

5 mars

Une association de pétitionnaires chinois a tenu sa première réunion à Hongkong. La Ligue des victimes s'est formée à Hongkong le 10 décembre 2008 (même date que pour la Charte 08). Son objet est de « sauvegarder les droits de l'homme de façon groupée ». Elle prétend avoir rassemblé 82.000 personnes à travers le pays. Mais nombre des participants prévus n'ont pu pénétrer le territoire de Hongkong. (*Epoch Times, 6 mars*)

5 mars

Trente membres de l'Alliance de Hongkong pour le soutien au mouvement patriotique démocratique en Chine, a demandé à l'occasion de l'ouverture de la session de l'Assemblée nationale que celle-ci mène une enquête sur le massacre de 1989 sur la place Tiananmen. Ils ont demandé aussi que Beijing ratifie, comme il l'a promis, la convention internationale sur les droits civiques et politiques. (*R.T.H.K., 5 mars*)

Informations diverses

(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise).

30 mars

La recherche d'un éventuel espionnage informatique des sites tibétains a permis à l'Académie de Toronto de découvrir un vaste réseau d'espionnage contrôlés par des ordinateurs installés en Chine. Ce réseau infiltrerait dans cent trois pays des ministères des Affaires étrangères, des ambassades, des organisations internationales et des O.N.G.. Les cibles se trouveraient principalement en Asie. Selon l'Académie, il serait erroné d'attribuer toutes les opérations d'espionnage au gouvernement chinois. (*A.F.P., 30 mars*)

25 mars

Selon un rapport officiel publié ce jour, le salaire annuel moyen brut 2008 s'élevait dans la capitale à 4.471 euros (44.715 yuan). Il s'agit de la rémunération observée dans les entreprises d'État, dans celles des collectivités et dans les entreprises privées, donc pour une minorité des ouvriers. Il y aurait de fortes disparités entre secteurs d'activité : 2.000 euros dans le textile et l'habillement contre 10.000 euros dans la banque, la radio-télévision et les transports aériens. Pour les employés, le salaire annuel atteignait 3.986 euros à Beijing, à comparer avec un gain national moyen des employés urbains de 2.500 euros. (*Xinhua, 25 mars*)

23 mars

Deux des trois prix Nobel d'Afrique du Sud ; Desmond Tutu et De Klerk, ont annoncé qu'ils ne participeraient pas à la Conférence de la Paix des prix Nobel (27 mars) si le gouvernement de Johannesburg refusait la venue du dalai lama. Le gouvernement a déclaré que cette venue était contraire aux intérêts de son pays et rejeté la demande de visa présenté le 4 mars par le dalai lama. 20,8% des échanges commerciaux de la Chine avec l'Afrique sont à destination de l'Afrique du Sud. (*Star de Johannesburg, Business Day, 23 mars*)

23 mars

Depuis janvier, l'administration chinoise a dénoncé 365 sites Internet vendant des contrefaçons de médecine traditionnelle. Elle en a fermé la plupart, dont quarante-six le 23 mars. (*Xinhua, 23 mars*)

13 mars

Les réserves de change de la Chine s'élevaient à 1.950 milliards de dollars à fin 2008. Elles étaient les plus importantes du monde, devançant celles du Japon (1.030 milliards de dollars). La Chine détenait en novembre 681,9 milliards de dollars en titres émis par le gouvernement des Etats-Unis. (*Xinhua, 13 mars*)

12 mars

De juillet 2008 au 12 mars 2009, le nombre des voyages entre les deux rives du détroit de Taïwan a dépassé cent mille. La moyenne quotidienne de ce mois de mars a dépassé le millier. (*Xinhua, 14 mars*)

25 fév.

La lutte contre la drogue a conduit à 73.000 arrestations dans 62.000 affaires en 2008, soit respectivement 7,7% et 9,2% de plus qu'en 2007. Le nombre des réseaux de commercialisation démantelés atteint 1.565 et celui des laboratoires illégaux, 244. Les centres de désintoxication auraient accueilli 218.000 personnes en 2008. (*Xinhua, 25 février*)

BIBLIOGRAPHIE.

- **Les ennemis d'Internet.** REPORTERS SANS FRONTIERES. 38 pages, mars 2009. (un chapitre sur la Chine).
- **Protéger les droits des ouvriers ou servir le parti : la voie du progrès pour les syndicats chinois.** En anglais. CHINA LABOUR BULLETIN. Mars 2009. Téléchargeable sur le site www.clb.org.hk.
- **Un jour dans les jours.** RECUEIL DE POEMES DE LIU HONGBIN, TRADUIT PAR GUIL-HEM FABRE. Editions Albertine, 2008.

SOURCES D'INFORMATION

64tianwang, Agence France-presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., China Information Center, Boxun, China Labour Bulletin, Chine-Information, Chinese Human Rights Defenders, Citizens'radio, Confédération internationale des syndicats libres, Daljyuan (La Grande Epoque), Fondation Duihua, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, I.F.E.X. (Echange international de la liberté d'expression), Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Minsheng Guancha, Ming Pao, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, Rights Campaign, South China Morning Post, The Standard, Wen Wei Po.

POUR NOUS CONTACTER, écrire à :
communication@ldh-france.org en indiquant en objet de votre mail : «Groupe Chine».